

**Fiche argumentaire : le budget 2014**

le 10/10/2013

Le 25 septembre dernier le projet de loi de finances 2014 a été présenté en Conseil des ministres. Le budget qui en ressort s'inscrit pleinement dans la lignée des précédents, frappé du sceau de l'austérité et de plus en plus directement soumis aux injonctions de l'Union européenne, qui en la matière a pris le pas sur le Parlement. Tour d'horizon.

- **Les grands chiffres du budget :**

Officiellement, l'effort consenti par le gouvernement dans l'élaboration du budget de l'Etat s'élève à **18 milliards d'euros**, répartis pour 15 milliards d'euros en baisses des dépenses (qui sont en fait un ralentissement de l'augmentation des dépenses) et 3 milliards d'euros en prélèvements supplémentaires. **En réalité**, la hausse des prélèvements sera beaucoup plus importante du fait de l'augmentation de la TVA au 1^{er} janvier, non prise en compte dans les textes officiels. **Surtout, l'évolution de la fiscalité se fera au détriment des ménages dont les impôts vont considérablement s'alourdir.**

Hypothèse de croissance retenue par le gouvernement : 0,9% (Pour rappel le budget 2013 avait été élaboré sur la base d'une hypothèse de croissance de 0,8% ; elle devrait finalement s'établir à 0,1 ou 0,2%...)

Données macro-économiques (prévisions 2014) :

Déficit : - 3,6 % (prévisions 2013 : -3,8% ; réalité : -4,1%)

Dettes publiques : 95,1% du PIB

Inflation : 1,3%

Balance commerciale : -53,2 Mds d'euros

Le Budget en chiffres :

Le solde budgétaire est négatif : -70,2 Mds d'euros (-82,2 si l'on inclut le PIA*)

Le total des recettes fiscales et non fiscales de l'Etat s'élève à 298,5 milliards d'euros, sur quoi sont « automatiquement » retranchés **la contribution à l'Union européenne** (20,1 Mds d'euros, soit 500 millions de plus que l'année écoulée) et **les prélèvements au profit des collectivités territoriales** (54,3 Mds).

La charge de la dette devrait s'élever à 46,6 Mds d'euros, et la contribution française au MES (Mécanisme européen de stabilité) s'alourdira encore de 3,3 Mds d'euros. **Cet ensemble représente le deuxième poste budgétaire de l'Etat !**

Les effectifs :

Hors Enseignement (9 984 postes créés en 2014 après les 10 000 de l'année écoulée) et très symboliquement Intérieur et Justice (respectivement 400 et 590 emplois créés), l'ensemble des effectifs de la fonction publique d'Etat baisseront. La Défense sera une fois encore la plus sévèrement touchée (-7 881 postes, après les 54 000 déjà supprimés sous l'ère Sarkozy), ainsi que l'Economie et les Finances (-2564 postes).

Cette évolution des effectifs correspond à celle des affectations budgétaires : l'ensemble des budgets ministériels (hors Enseignement) étant soit gelés (ce qui sous l'effet de l'inflation revient à les baisser) soit en forte baisse.

*Programme d'Investissement d'Avenir

- **Un budget dans la lignée des précédents : entre austérité et injustice**

Ce budget, comme les précédents, est marqué par une cure d'austérité sévère qui a pour conséquence l'affaiblissement de l'Etat (l'essentiel de ses missions étant moins dotées, y compris et surtout les missions régaliennes : Défense, Sécurité, Agriculture, etc.) et l'appauvrissement des ménages, qui en parallèle des augmentations d'impôts subissent le rabotage de leurs droits et avantages sociaux.

A l'inverse, les intérêts de la dette, la dotation à l'Union européenne et toute la mauvaise dépense publique engendrée par la dérive des collectivités territoriales ou encore celle des comptes sociaux, en partie impactés par le poids d'une immigration massive (exemple typique de l'AME), continuent de peser lourdement sur le bilan financier national.

Le coup pour les ménages est particulièrement douloureux. Bien que le barème de l'impôt sur le revenu sera de nouveau indexé sur l'inflation (sans rattrapage du gel en vigueur depuis 2011), un certain nombre de mesures viendront grever le pouvoir d'achat des ménages (familles et retraités en tête) :

- la hausse de la TVA au 1^{er} janvier (de 19,6 à 20% pour le taux normal et de 7 à 10% pour le taux intermédiaire, tandis que le taux réduit sera maintenu à 5,5% et non 5% comme promis initialement) ;
- la baisse du quotient familial (baisse du plafond de 2000 à 1500 euros par demi-part) ;
- la suppression de la réduction d'impôts pour enfants scolarisés ;
- la baisse des prestations familiales (division par deux selon le revenu) ;
- la baisse des retraites complémentaires ;
- la fin de l'exonération fiscale sur la majoration des pensions des retraités ayant élevés au moins trois enfants ;
- la hausse du malus automobile ;
- la baisse des aides au logement, etc.

- **La fausse division UMP-PS:**

Les débats autour de la loi de finances auront été l'occasion d'une nouvelle scène de ce théâtre d'ombres jouée par l'UMP et le Parti Socialiste. Les orientations qui ont présidé à l'élaboration du budget 2014 sont les mêmes qui prévalaient du temps de Nicolas Sarkozy : rigueur, austérité et baisse de la bonne dépense publique. **Les principales « solutions » fiscales envisagées par le gouvernement pour tenter, vainement, d'endiguer la dérive de nos finances publiques, sont rigoureusement les mêmes que celles de l'UMP :** hausse de la TVA, réduction des prestations sociales, saccage de la politique familiale, mais cadeaux fiscaux aux grandes entreprises.

De même, il ne faut pas oublier que **depuis le vote commun du PS et de l'UMP sur le Pacte budgétaire européen en 2012 (TSCG), la souveraineté budgétaire a ipso facto été transférée du Parlement à la Commission européenne.** En conséquence, c'est elle qui après analyse valide ou non le budget des Etats, selon un « programme de stabilité » préalablement établi, et qui déjà, sur le long terme, dresse la feuille de route budgétaire du gouvernement. Définitivement, celui-ci ne dispose plus d'aucune marge de manœuvre pour élaborer une politique en toute indépendance. Le budget 2014 sera le premier budget de l'ère TSCG : **la Commission européenne rendra son avis le 15 octobre prochain.**

- **Nos propositions :**

Pour sortir la France du cercle infernal de l'austérité, il faut avant tout sortir du carcan européen, aussi bien de ses institutions qui détiennent notre souveraineté et brident, de fait, notre liberté d'action, que du modèle économique ultra-libéral qu'il porte en son sein et qui nous expose lourdement aux méfaits de la mondialisation sauvage.

Retrouver les voies de la croissance, et donc de plus grandes rentrées fiscales, suppose le retour à une monnaie nationale et la mise en place d'une politique protectionniste intelligente. Il faut également s'attaquer à la mauvaise dépense publique précédemment évoquée, et au contraire massivement relancer la bonne dépense publique, avec un effort substantiel porté sur la Défense (investissement le plus rentable pour l'Etat) et la Recherche.

Auteur : Joffrey Bollée